

PROCES-VERBAL
de la séance du Conseil communal
du mercredi 1^{er} avril 2015

N° 37 / 2011 - 2016

Présidence de M. Yvan Christinet

Le Conseil siège à la demande conjointe de la Municipalité et du Bureau du Conseil.

100 conseillères et conseillers ont été régulièrement convoqués.
18 sont absents,
81 **sont présents,**
1 **conseiller supplémentaire sera présent dès le point 3 de l'ordre du jour, après son assermentation.**

Le quorum est atteint et le Conseil peut valablement délibérer.

Conseillères et conseillers absents (**excusés**) :

Giuseppina BIERI, Marie-Madeleine BLESS, Eric DECOSTERD, Rémy DELALANDE, Katharina DELLWO BAUER, Thomas DESPONDS, Elodie DI VIRGILIO DA ROCHA, Jacques-Alain DUFAUX, Mario FRANCO, Raymond LAEDERACH, François LLAVADOR, Nicola LOFOCO, Valérie MERINO DE TIEDRA, Izjadin RATKOCERI, Cécile REY, Francesco TRUDU.

Conseillères et conseillers absents (**non excusés**) :

Rémy HLAVAC, Pierre TONDA.

Le Président ajoute 5 points à l'ordre du jour reçu par les membres du Conseil communal :

- **Démission d'un Conseiller communal membre de la Commission de gestion et membre suppléant à la Commission des pétitions**
- **Assermentation d'un Conseiller communal**
- **Nomination de deux délégués suppléants du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'Association scolaire intercommunale de Morges et environs (ASIME)**
- **Nomination d'un membre à la Commission de gestion**
- **Nomination d'un membre suppléant à la Commission des pétitions**

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 4 mars 2015.
2. Démission d'un Conseiller communal membre de la Commission de gestion et membre suppléant à la Commission des pétitions
3. Assermentation d'un Conseiller communal
4. Nomination de deux délégués suppléants du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'Association scolaire intercommunale de Morges et environs (ASIME)
5. Nomination d'un membre à la Commission de gestion
6. Nomination d'un membre suppléant à la Commission des pétitions
7. Communications du Bureau.
8. Communications de la Municipalité.
9. Préavis de la Municipalité :
 - N° 23/4.15 Demande d'un crédit de CHF 9'630'000.00 TTC, subventions et participations de tiers non déduites, pour les travaux de réfection et de renforcement des infrastructures et de réaménagement de la chaussée à l'avenue de Marcelin et l'avenue Jean-Jacques-Cart, pour la mise en séparatif du chemin de Beausobre, pour la construction d'un giratoire au carrefour des avenues de Marcelin et Jean-Jacques-Cart et pour l'adaptation au passage des vélos du chemin de la Morgette, entre le chemin des Ânes et la Morges.
 - N° 24/4.15 Octroi d'une aide financière à la Société coopérative immobilière Coopélia, future propriétaire, pour la réalisation de 18 logements à loyers modérés à la rue de Lausanne.
 - N° 25/4.15 Demande d'un crédit de CHF 136'000.00 pour l'étude de la construction de la nouvelle capitainerie du Port du Petit-Bois et l'assainissement du chauffage électrique du bâtiment existant.
10. Rapports de commissions :
 - N° 1/4.15 Demande d'un crédit d'étude de CHF 60'000.00 pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le site de Beausobre – Réponse à la motion Bertrand Gilliard.
 - N° 13/4.15 Demande d'un crédit de CHF 277'000.00 TTC pour divers travaux de mise en conformité et d'entretien ainsi que du changement de deux cloisons mobiles des Foyers de Beausobre IV.
 - N° 16/4.15 Modification du Fonds d'encouragement pour les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

N° 3/4.15 Demande d'un crédit de CHF 88'000.00 pour le remplacement de la station de pompage du Parc de Vertou.

N° 6/4.15 Demande d'un crédit de CHF 495'000.00 TTC, participation non déduite, pour l'étude de l'avant-projet du projet de la Ville de Morges à Morges Gare-Sud, en partenariat avec les CFF

N° 19/4.15 Réévaluation des postes du secrétariat du Conseil communal.

11. Réponses de la Municipalité aux questions en suspens.

12. Questions, vœux et divers.

M. Stéphane **DEWARRAT** fait remarquer que l'ordre du jour reçu par voie informatique ne contient pas le point 10, rapports de commissions pour la réévaluation des postes du secrétariat du Conseil communal. Il considère ce document informatique comme légal étant donné que c'est une proposition de la Municipalité d'envoyer aux Conseillers communaux les documents relatifs aux séances.

Le Président s'excuse pour cette erreur et veillera à que cela ne se reproduise plus dans le futur.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

DOCUMENTS EN MAIN DES CONSEILLERS

1. Procès-verbal de la séance du 4 mars 2015

2. Communications de la Municipalité

N° 20/4.15 Projet de nouvelles infrastructures de l'Association de communes Police Région Morges

N° 21/4.15 Bilan des dispositifs d'hébergement d'urgence et logement de transition 2011-2014

N° 22/4.15 Municipalité en bref - avril 2015

3. Préavis de la Municipalité

N° 23/4.15 *Infrastructures, énergies et espaces publics*

Objet : Demande d'un crédit de CHF 9'630'000.00 TTC, subventions et participations de tiers non déduites, pour les travaux de réfection et de renforcement des infrastructures et de réaménagement de la chaussée à l'avenue de Marcelin et l'avenue Jean-Jacques-Cart, pour la mise en séparatif du chemin de Beausobre, pour la construction d'un giratoire au carrefour des avenues de Marcelin et

Jean-Jacques-Cart et pour l'adaptation au passage des vélos du chemin de la Morgette, entre le chemin des Ânes et la Morges.

N° 24/4.15 *Municipalité en corps*

Objet : Octroi d'une aide financière à la Société coopérative immobilière Coopélia, future propriétaire, pour la réalisation de 18 logements à loyers modérés à la rue de Lausanne.

N° 25/4.15 *Patrimoine & Infrastructures, énergies et espaces publics*

Objet : Demande d'un crédit de CHF 136'000.00 pour l'étude de la construction de la nouvelle capitainerie du Port du Petit-Bois et l'assainissement du chauffage électrique du bâtiment existant.

4. Rapports de commissions

N° 1/4.15 Demande d'un crédit d'étude de CHF 60'000.00 pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le site de Beausobre – Réponse à la motion Bertrand Gilliard.

N° 13/4.15 Demande d'un crédit de CHF 277'000.00 TTC pour divers travaux de mise en conformité et d'entretien ainsi que du changement de deux cloisons mobiles des Foyers de Beausobre IV.

N° 16/4.15 Modification du Fonds d'encouragement pour les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

N° 3/4.15 Demande d'un crédit de CHF 88'000.00 pour le remplacement de la station de pompage du Parc de Vertou.

N° 6/4.15 Demande d'un crédit de CHF 495'000.00 TTC, participation non déduite, pour l'étude de l'avant-projet du projet de la Ville de Morges à Morges Gare-Sud, en partenariat avec les CFF

N° 19/4.15 Réévaluation des postes du secrétariat du Conseil communal.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 4 mars 2015

Mme Dominique-Anne KIRCHHOFER, demande les modifications suivantes à son intervention :

Page 939, 2^e paragraphe, 5^e ligne : ajouter "[du CVE la Gracieuse]" après "les travaux".

Même page, 3^e paragraphe, 2^e ligne : Ajouter "(CVE la Gracieuse)" après "ce deuxième projet".

Page 940, 3^e paragraphe, 2^e phrase : Remplacer "l'évaluation des devis" par "l'élaboration des devis".

Même page, dernière phrase : Ajouter le verbe "rappelle" après "le Tribunal fédéral".

Page 941, 1^{er} paragraphe, 4^e ligne : Remplacer "les activités relavant" par "les activités relevant".

Même page, 3^e paragraphe, 6^e ligne : Remplacer "cette information" par "ce devoir d'information".

Même page, 6^e paragraphe, 3^e ligne : Remplacer "les coûts supplémentaires découlent" par "les coûts supplémentaires résultent".

Même phrase : ajouter "des coûts" après "une surveillance insuffisante".

Page 942, 1^{er} paragraphe : Remplacer "à moindre coût" par "à moindres frais".

Même page, 2^e paragraphe, 2^e ligne : Remplacer "causée" par "causé".

Même page, 4^e paragraphe, 2^e phrase : Ajouter une puce devant "Nous sommes en effet [...]".

Même page, paragraphes 5, 6 et 7 : Remplacer les points par des virgules.

Même page, paragraphe 8, 3^e phrase : Supprimer le mot "compte".

Même paragraphe, 9^e ligne : Ajouter "(CHF 3'631'000.00)" après "le départ" et "(CHF 4'742'000.00)" après "arrondi".

Même paragraphe, 11^e phrase : Ajouter "(art. 397, al. 1 CO)" après "le Tribunal fédéral".

Page 943, 2^e paragraphe, 2^e question : Ajouter "trouvé" après "l'accord".

Mme Esther BURNAND demande la modification suivante en page 934 : Remplacer la phrase "Quelle est la solution du deuxième point" par "Quelle est la signification de la deuxième solution du point 4.3, page 3 de son rapport".

Elle souhaite également que le texte lu soit placé entre guillemets.

M. Bertrand GILLIARD pense que la mise en page de l'intervention de M. le Syndic en page 933 pose un problème de compréhension. Il propose que les paragraphes 3 et 4 soient adjacents.

Le procès-verbal ainsi modifié est accepté avec 2 abstentions avec remerciements à son auteur.

2. Démission d'un Conseiller communal membre de la Commission de gestion et membre suppléant à la Commission des pétitions

Le Président a reçu la démission de M. Romain Blum, du Groupe de l'UDC, dont il donne lecture.

M. Blum est entré au Conseil communal en 2011. Il a participé à 12 commissions ad hoc. Il était membre des Commissions de gestion en 2012 et 2014 et suppléant de la Commission des pétitions. Il a également été scrutateur en 2013-2014.

3. Assermentation d'un Conseiller communal

Dans sa séance extraordinaire du 1^{er} avril 2015, le Bureau a élu M. Alexandre Oliveira de la liste complémentaire de l'UDC en remplacement de M. Romain Blum, démissionnaire.

Le nouveau Conseiller communal est conduit par l'huissier devant l'assemblée et assermenté selon la loi et la coutume.

4. Nomination de deux délégués suppléants du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'Association scolaire intercommunale de Morges et environs (ASIME)

Au nom du Groupe UDC, **Mme Patricia CORREIA DA ROCHA** propose la candidature de Mme Lucie Rochat.

Au nom du Groupe PLR, **M. Baptise MÜLLER** propose la candidature de Mme Christine Golay.

Le Président constate qu'il n'y a pas plus de candidats que de poste à repourvoir. Mmes Rochat et Golay sont donc élues tacitement.

5. Nomination d'un membre à la Commission de gestion

Suite à la démission de Romain Blum, une place est vacante à la Commission de gestion.

Au nom du Groupe UDC, **M. Cédric FAVRE** propose Mme Patricia Correia da Rocha en tant que membre et Mme Lucie Rochat en tant que suppléante.

Le Président constate qu'il n'y a pas plus de candidats que de postes à repourvoir. Mmes Correia da Rocha et Rochat sont donc élues tacitement.

6. Nomination d'un membre suppléant à la Commission des pétitions

Au nom du Groupe UDC, **Mme Patricia CORREIA DA ROCHA** propose la candidature de M. Alexandre Oliveira.

Le Président constate qu'il n'y a pas plus de candidats que de postes à repourvoir. M. Oliveira est donc élu tacitement.

7. Communications du Bureau

Le Président annonce premièrement les résultats des votations fédérales du 8 mars dernier. Avec une participation de 52.41%, l'initiative populaire "Aider les familles ! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt" a été refusée par 68% et l'initiative populaire "Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie" a également été refusée par 84%.

Deuxièmement, **le Président** s'est rendu à la cérémonie funèbre le 20 mars dernier au Temple de Morges en l'honneur de M. Claude Willomet. M. Willomet était auparavant Conseiller communal dans les rangs de l'UDC. En sa mémoire, une minute de silence est respectée.

8. Communications de la Municipalité

M. le Syndic Vincent JAKUES annonce 3 communications orales en plus des communications écrites.

Il annonce l'engagement au sein de la commune de deux personnes.

Premièrement, Mme Anouk Paltani Baumann en tant que nouvelle cheffe du Service de l'aménagement du territoire et du développement durable. Mme Baumann est architecte HES et titulaire d'un CAS en urbanisme durable. Elle est domiciliée à Lausanne et elle a deux enfants. Elle a occupé plusieurs postes à grandes responsabilités, d'abord en tant qu'architecte et ensuite en tant que cheffe de projet dans l'aménagement du territoire. Elle a été responsable de site du projet lausannois "Métamorphose" ce qui lui a permis de conduire des projets transversaux de grandes ampleurs, notamment le développement de deux écoquartiers (des Plaines-du-Loup et des Tuilières) destinés à accueillir 13'000 habitants/emplois. 20 ans de pratique dont 15 ans en tant qu'urbaniste lui ont permis d'acquérir une grande expérience en gestion de projets urbains. Mme Paltani Baumann est entrée en fonction en date du 1^{er} avril 2015.

Deuxièmement, Mme Alice van Gilst Utiger en tant que déléguée à la communication. Mme van Gilst Utiger est domiciliée à Cully, mariée, deux enfants. Au terme du délai de postulation, la Municipalité avait reçu 55 dossiers de candidatures. Dans un premier temps 4 candidats ont été reçus pour un premier entretien, puis 2 pour un second. Mme van Gilst Utiger a convaincu, tant par la richesse de sa personnalité que par ses compétences acquises dans ces précédentes activités professionnelles. Elle a débuté dans une agence de communication à Genève en tant que conseillère en communication, elle a complété son expérience à l'Union cycliste professionnelle puis à Swatch Group en qualité de responsable communication et événements. Par la suite, elle a travaillé à la Romande Energie à Morges en tant que spécialiste en communication institutionnelle. Comme dernière expérience, elle a occupé le

poste de déléguée départementale à la communication à l'Etat de Vaud. Elle possède dès lors une excellente connaissance des institutions cantonales et communales. Mme van Gilst Utiger entrera en fonction le 13 avril 2015.

M. le Municipal Yves PACCAUD informe que la Municipalité met en place une action de sensibilisation intitulée "Opération Ecofamille" au sujet de la consommation énergétique. En collaboration avec Terre Agir et en utilisant la plateforme web "Déclics" de Romande Energie, la ville de Morges accompagnera 50 ménages pour une année avec, pour objectif, une réduction de leur consommation d'électricité de 15%. Du 1^{er} juin 2015 au 1^{er} juin 2016, le suivi des 50 ménages sera effectué sous forme de visites sur place et conseils à distance de la part des experts en énergie de Terre Agir et de la Ville de Morges. Une conférence ouverte au public sur les économies d'électricité est prévue pour le 29 mai 2015 à 18h au Grenier bernois. L'opération est ouverte à tous les ménages de Morges. Pour plus d'informations : www.morges.ch/ecofamille ou envoyez un courriel à agenda21@morges.ch.

De plus, en collaboration avec la commission consultative "Agenda 21", la Municipalité organise une manifestation intitulée "Nature en ville" qui se déroulera le 9 mai 2015 de 8h à 14h. Cette première édition se déroulera à la Grand-Rue, côté Temple. Un atelier gratuit de jardinage urbain est prévu. Il y aura également un stand d'informations sur la faune et la flore du Léman, un atelier gratuit de fabrication de nichoirs, des initiatives d'étudiants de l'école d'agrilogie de Marcelin sur la disparition des abeilles et l'impact sur l'environnement des mégots de cigarettes, un stand de la Ville de Morges et un stand d'Eco jardin Morges. Pour de plus amples informations : www.morges.ch/nature.

Concernant les panneaux photovoltaïques sur le Temple, M. le Municipal intervient en ces termes :

"Le 25 mars 2015, le service ATD2 a rendu un préavis positif à la Municipalité, donnant son aval pour l'installation de 800m² de tuiles solaires photovoltaïques sur la toiture du Temple de Morges. Cette initiative provient d'une collaboration entre ATD2 et le centre pour la recherche en énergie de l'EPFL, dirigée par le Professeur Tryphon. Nous poserons une installation qui aura une puissance de 65 kilowatts répondant largement aux demandes en énergie de l'Hôtel de Ville et l'éclairage de nuit de la Grand-Rue.

Le projet, intitulé "Temple du soleil", s'inspire d'une volonté de montrer l'exemple, en prouvant que la technologie du photovoltaïque peut être appliquée même sur nos monuments et sites de valeur patrimoniale, tel qu'il a été aménagé au Château de Moulinsart dans le Val de Loire.

Les tuiles solaires utilisées ressembleront étroitement aux tuiles d'ardoise qui couvrent actuellement le Temple. Le surplus d'électricité produit par cette installation photovoltaïque sera acheté par la société Dupont frères, et injecté dans le réseau local. Les recettes de cette vente serviront à financer des actions pour la promotion et l'installation d'infrastructures renouvelables sur les toits des lieux de culte de la Ville de Morges, ainsi que sur les sites d'importance patrimoniale".

M. Jean-Bernard THULER aimerait remercier la Municipalité pour le bilan qui a été adressé au Conseil communal dans le cadre des hébergements d'urgence. Le Conseil communal est également remercié au nom des 77 personnes en 2014 et des 89 personnes en 2013 qui ont pu bénéficier de cette aide. Des familles en grandes difficultés ont pu sortir de la spirale de la précarité et peuvent maintenant envisager un futur.

M. Pierre Marc BURNAND intervient en ses termes : *"Je réagis à la communication écrite sur le projet de nouvelles infrastructures de la PRM et je suis partagé entre deux sentiments : D'un côté je remercie la Municipalité de nous tenir informés de ce projet qui aura des conséquences considérables pour la ville de Morges. D'un autre côté je reste sur ma faim et je suis un peu heurté, après avoir lu cette communication, d'avoir davantage de questions que de réponses : Pourquoi les Pâquis, quels sont les critères du choix de ce site ? Pourquoi confier la construction de l'Hôtel de Police à un privé ? Quel coût cela engendra-t-il ? Quelles étaient les propositions alternatives ? Que devient le projet de Pasta Gala ? Qu'en est-il des 500 m² ou des 100 m² à la gare ? Quel est l'avenir de la Maison de Seigneux et de la Maison Bornand ?*

Je trouve un peu fort de tabac que, pour trouver ces réponses essentielles, on soit obligés de faire nous-mêmes un travail de détective, que ce soit sur le site de la PRM, dans les journaux comme par exemple aujourd'hui dans 24heures ou ailleurs.

Ces recherches forcées m'amènent à trois questions :

Confirmation de la perte de contrôle :

La première question est liée à la réflexion que, dans cette opération, on a une nouvelle illustration éclatante de ce qu'on dénonce de toutes parts depuis la création de la PRM, à savoir, tant pour la Municipalité que pour le Conseil communal, la perte totale de contrôle sur l'organisation et le fonctionnement de la Police. Je sais bien qu'on nous rétorque que la ville de Morges est impliquée par le biais des délégués intercommunaux, mais je rappelle encore une fois que les représentants de la ville de Morges sont minoritaires partout : ils sont minoritaires au Comité de direction (2 sur 7), ils sont minoritaires au Conseil intercommunal (15 sur 31), ils sont minoritaires dans toutes les commissions. Ce sont donc les représentants des communes environnantes qui peuvent imposer leur loi et ce n'est pas normal quand on sait que, en gros, la ville de Morges assume les 60 % des coûts de la PRM.

Je donne un exemple précis. Dans le préavis qui vient d'être déposé par la PRM au sujet des nouvelles infrastructures, on peut lire au point 3.3 : "Les membres du Comité de direction ont décidé de privilégier l'option de la location à celle de l'acquisition, en particulier pour ne pas impacter les plafonds d'endettement, respectivement de cautionnement, des communes membres". Je ne me prononce pas sur le fond de la question, mais il me paraît inacceptable que ce soient des municipaux et des conseillers des communes environnantes qui décident si la ville de Morges doit, ou non, augmenter son plafond d'endettement. Je repose

encore une fois la question à la Municipalité : que peut-on faire, à moyen terme, pour éliminer de telles aberrations et rendre au Conseil communal de Morges sa liberté de décision dans les domaines où il est seul compétent ?

Antenne de la gare :

La deuxième question se rapporte à l'antenne de la gare. Dans sa communication, la Municipalité nous dit qu'il a été convenu avec les CFF de l'implantation d'une antenne de police aux abords directs de la future place de la Gare".

C'est un secret de Polichinelle de dire que cette antenne, voulue par notre Municipalité, est pour le moins mal vue par les villages environnants, qui n'y voient qu'une dépense inutile et une complication d'organisation.

Dans le préavis de la PRM (déjà cité), cette antenne à Morges-Gare-Sud est signalée dans le corps du texte à plusieurs endroits. En revanche, il n'en est nullement fait mention dans les conclusions proposées pour adoption au Conseil intercommunal. Ces conclusions portent en effet exclusivement sur l'abandon des locaux de la place Saint-Louis 2 et de la rue Docteur-Yersin 1 et sur la location de nouveaux locaux à l'avenue des Pâquis 27. Cet "oubli" de l'antenne interpelle : faut-il en déduire que, une fois la PRM installée aux Pâquis, la ville de Morges devra se dépatouiller toute seule avec son poste avancé à la gare, dont se fichent éperdument les communes des alentours ?

Conséquences pour Morges :

Ma troisième question porte sur les conséquences financières, pour la ville de Morges, du transfert de la Police aux Pâquis. Selon le préavis de la PRM, les coûts de location des locaux vont grosso modo doubler et frôler dorénavant le million de francs annuel. Mais en parallèle, la ville de Morges ne va plus encaisser de location pour la Maison de Seigneux (ordre de grandeur : CHF 150'000.00) et la Maison Bornand (aussi CHF 150'000.00). Je pourrais essayer de faire le calcul mais je préfère poser la question aux gens compétents : si l'on tient compte de tous les facteurs, combien cette opération va-t-elle finalement coûter chaque année à la ville de Morges ?

Par ailleurs, il sera probablement nécessaire d'engager des travaux pour trouver aux maisons Bornand et de Seigneux une nouvelle affectation. Quelles seront ces nouvelles affectations et quels en seront les coûts ?"

M. le Syndic Vincent JAKUES répond qu'il comprend la "frustration" exprimée. L'information donnée par la Municipalité a été faite en collaboration avec la PRM afin que le Conseil communal ne l'apprenne pas par la presse et pour qu'il puisse avoir une vue des projets stratégiques.

Le Conseil communal a accepté d'intégrer la PRM avec des organes qui lui sont propres, un Comité directeur et un Conseil intercommunal. Par ce fait, le Conseil communal a délégué une part de ses prérogatives à cette entité et doit donc respecter les règles institutionnelles.

Les questions posées sont donc de la compétence des délégués morgiens au Conseil intercommunal et le débat n'aura pas lieu au Conseil communal.

En ce qui concerne les objets patrimoniaux, ils font l'objet d'une analyse. Les travaux n'étant pas terminés, la Municipalité ne peut encore informer sur l'affectation de ces locaux.

Le débat institutionnel sur le sujet se fait également dans d'autres villes et l'Union des communes vaudoises a créé un groupe de travail, présidé par lui-même, pour analyser le fonctionnement de diverses associations intercommunales.

Des informations sur l'avancement des travaux seront données par la Municipalité et l'Union des communes vaudoises.

M. Alain TROGER souhaite revenir sur la communication de la Municipalité concernant le projet des nouvelles infrastructures de l'association des communes de la PRM. Il remercie tout d'abord la Municipalité pour sa communication. Il constate que Morges finance près de 65% du budget de la PRM. D'après son analyse, la commune encaisse plus de CHF 400'000.00 de loyers jusqu'au 30 juin 2017, alors que les surcoûts du projet soumis par la PRM s'élèvent à CHF 300'000.00 par année

Selon le journal "24 Heures", soit il faudra trouver un nouveau locataire, soit les locaux seront affectés aux besoins de la Commune. Il estime que suffisamment d'argent a été utilisé à cette fin et qu'il est temps que l'argent des impôts soit utilisé pour les morgiens.

Au total, c'est CHF 700'000.00 par année que va coûter cette nouvelle organisation et ceci porté par deux Municipaux morgiens. Il se demande comment sont défendus les intérêts de la Communal au sein de la PRM.

Le Conseil communal de Morges ne sera pas consulté et une commission du Conseil intercommunal sera composée de 9 membres dont seulement 2 morgiens.

Il demande aux délégués à la PRM de garder cela à l'esprit et il regrette la position de Municipaux morgiens qui défendent bien les intérêts de la PRM, mais peu les intérêts financiers de la Commune.

Il rappelle que les membres de la PRM peuvent quitter l'association après un délai de 5 ans, avec un préavis de 3 ans. Le projet de la PRM prévoit un bail de 20 ans. Il demande ce qu'il en serait si les conditions cadres venaient à changer dans l'intervalle. Il estime que les communes devraient s'engager au moins sur la durée du bail.

Il devait initialement y avoir 500 m² prévus pour la police dans le quartier Morges Gare-sud mais la PRM a décidé que toutes les activités de la police devraient y être regroupées.

Dans la solution initiale, la Commune était propriétaire et pouvait louer ses locaux, mais dans la seconde, la situation est favorable à la PRM, mais pas aux finances communales.

M. le Municipal Eric ZUGER répond que les représentants du Conseil communal, que ça soit dans le Conseil intercommunal ou au sein du Comité de direction, sont également soucieux de l'aspect financier. Il invite les Conseillers communaux qui ont des remarques ou des questions à ce sujet, à s'adresser à leurs délégués à la PRM.

Concernant l'aspect financier, la première variante a été imaginée avant que Morges ne fasse partie de la PRM et il n'est actuellement plus possible de rassembler l'ensemble des services de police dans un tel projet.

Une pesée d'intérêts a été réalisée et il était plus opportun de choisir la deuxième solution, même si elle est plus onéreuse car s'il avait fallu prendre des locaux supplémentaires, le coût en aurait été encore plus grand.

M. le Municipal Daniel BUACHE informe que s'est tenu dernièrement le Conseil intercommunal de la PRM où le préavis du Comité directeur a été accueilli sans contradictions ce qui n'est apparemment pas le cas ce soir.

Il rappelle que pour une accréditation, il faut respecter certains impératifs, notamment au niveau des personnes à mobilité réduite, des salles d'audition, des locaux de rétention ou de la sécurité des collaborateurs, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le préavis est actuellement à l'étude et il invite également à s'adresser aux délégués pour des informations complémentaires.

M. Alain TROGER souhaite différencier le cas de la PRM où la Commune loue ses locaux et paie 65% du budget de celui d'une location à des tiers.

Dans le second cas, le loyer ne revient pas à la ville de Morges et pendant ce temps, les locaux sont inutilisés ou remis à disposition des employés de l'Administration communale.

M. Eric ZUGER répond que le bâtiment Monod comprend également des entreprises et qu'il est possible de trouver de nouveaux locataires.

Dans son analyse, M. Troger compare le loyer actuel, sans tenir compte des charges, au loyer futur, charges comprises. En y intégrant les charges actuelles, le différentiel est moindre.

9. Préavis de la Municipalité

N° 23/4.15 Demande d'un crédit de CHF 9'630'000.00 TTC, subventions et participations de tiers non déduites, pour les travaux de réfection et de renforcement des infrastructures et de réaménagement de la chaussée à l'avenue de Marcelin et l'avenue Jean-Jacques-Cart,

pour la mise en séparatif du chemin de Beausobre, pour la construction d'un giratoire au carrefour des avenues de Marcelin et Jean-Jacques-Cart et pour l'adaptation au passage des vélos du chemin de la Morgette, entre le chemin des Ânes et la Morges.

Présidence : Groupe de l'Entente Morgienne

Les commissaires sont Mmes et MM. :

Anne-Catherine AUBERT	Laurent BEAUVERD	Pierre Marc BURNAND
Stéphane DEWARRAT	Christine DUBOCHET	Bastien MONNEY
Galina SPILLMANN	Francesco TRUDU	Eric WEBER

N° 24/4.15 Octroi d'une aide financière à la Société coopérative immobilière Coopélia, future propriétaire, pour la réalisation de 18 logements à loyers modérés à la rue de Lausanne.

Présidence : Groupe des Socialistes, POP et indépendants

Les commissaires sont Mmes et MM. :

Mathieu BORNOZ	Philippe DERIAZ	Jacques DUBOCHET
Catherine HODEL	Sylvie JAQUET	Sylvie POUSAZ
Lucie ROCHAT		

N° 25/4.15 Demande d'un crédit de CHF 136'000.00 pour l'étude de la construction de la nouvelle capitainerie du Port du Petit-Bois et l'assainissement du chauffage électrique du bâtiment existant.

Présidence : Groupe des Socialistes, POP et indépendants

Les commissaires sont Mmes et MM. :

Esther BURNAND	Katharina DELLWO BAUER	Claudine DIND-PERROCHET
Eva FROCHAUX	Yves MENETREY	Alexandre OLIVEIRA
Sylviane TRUDU		

10. Rapports de commissions

N° 1/4.15 Demande d'un crédit d'étude de CHF 60'000.00 pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le site de Beausobre – Réponse à la motion Bertrand Gilliard

M. Bertrand GILLIARD, président de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport qui sont identiques à celles du préavis municipal.

Au vote :

Les conclusions du préavis sont acceptées à une majorité évidente et 8 abstentions.

Elles ont la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le préavis de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accorder à la Municipalité un crédit d'étude de CHF 60'000.00 pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le site de Beausobre;
2. de dire que ce montant sera amorti, en règle générale, en 5 ans, à raison de CHF 12'000.00 par année, à porter en compte dès le budget 2016;
3. de dire qu'il sera ainsi répondu à la motion Bertrand Gilliard "Pour une installation de panneaux solaires sur les bâtiments communaux".

N° 3/4.15 Demande d'un crédit de CHF 88'000.00 pour le remplacement de la station de pompage du Parc de Vertou.

Mme Eva FROCHAUX, présidente de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport qui sont identiques à celles du préavis municipal.

Au vote :

Les conclusions du préavis sont acceptées à l'unanimité.

Elles ont la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le préavis de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accorder à la Municipalité un crédit de CHF 88'000.00 pour le remplacement de la station de pompage du Parc de Vertou;
2. de dire que ce montant sera amorti, en règle générale, en 10 ans, à raison de CHF 8'800.00 par année, à porter en compte dès le budget 2016.

N° 6/4.15 Demande d'un crédit de CHF 495'000.00 TTC, participation non déduite, pour l'étude de l'avant-projet du projet de la Ville de Morges à Morges Gare-Sud, en partenariat avec les CFF.

Mme Patricia CORREIA DA ROCHA, présidente de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport qui sont identiques à celles du préavis municipal.

M. Baptiste MÜLLER intervient en ses termes : *"Le groupe PLR est enthousiasmé par le projet Morges Gare-Sud. Le développement urbain et moderne de notre ville nous réjouit ; nous le soutenons pleinement.*

Cependant, le préavis et le rapport qui nous sont présentés aujourd'hui ne nous donnent pas tous les éléments permettant d'arrêter une décision définitive sur l'affectation. Je cite ledit rapport : "De nombreuses questions ont été posées sur les futurs aménagements, questions restées sans réponses puisque nous parlons de la phase d'avant-projet".

Avant de nous prononcer définitivement sur l'affectation des surfaces de la commune dans ce projet, le groupe PLR souhaite obtenir plus de détails sur les affectations des surfaces et les conséquences en découlant, notamment en termes de coûts d'exploitation. L'étude de l'avant-projet devra permettre de nous fournir ces plus amples explications. De plus, il se peut que les besoins évoluent entre aujourd'hui et la remise de l'étude.

Nous souhaitons donc que le Conseil communal puisse se prononcer ultérieurement sur l'affectation définitive, une fois plus de détails obtenus sur l'affectation des surfaces. Les informations que nous avons obtenues laissent subsister un certain flou sur cette possibilité. Les éléments à disposition du Conseil communal ne permettent pas de prendre une décision définitive sur cette affectation".

M. Baptiste MÜLLER au nom du groupe PLR dépose l'amendement suivant et invite le Conseil communal à le suivre :

2 (nouveau). De dire que l'affectation définitive des surfaces de la Ville de Morges dans le projet Morges-Gare-Sud fera l'objet d'un préavis et d'un vote du Conseil communal.

M. Stéphane DEWARRAT relève deux éléments importants qui ont été soulevés en commission et doivent être portés à la connaissance du Conseil communal. Premièrement, la commission a été informée qu'un accord entre CFF Immobilier et la Ville de Morges prévoit que cette dernière a 15 ans pour réaliser sa partie de

ce qui est prévu dans l'objet du présent préavis. Ensuite, ces volumes reviennent de droit à CFF Immobilier qui en disposera à leur convenance. Dès lors, il se demande depuis quand cet accord est valable.

Deuxièmement, l'ordre des étapes de construction a changé en raison des résultats de l'étude géologique. De par ses résultats, le Park+Rail devra ainsi être construit sous Sablon-Centre et Sablon-Rail comme envisagé initialement. Dès lors l'ordre des étapes des travaux devrait être : 1. Sablon-Centre 2. Sablon-Rail 3. Sablon-Gare. L'emplacement à définir pour l'antenne de la PRM n'est pas une étape en soit puisque cela est indépendant de CFF Immobilier pour ce qui est de sa construction. Dans la communication N° 20/4.15, il est mentionné qu'un accord a été trouvé avec les CFF dès lors, il souhaite savoir quel est le secteur prévu pour cette construction.

M. le Municipal Yves PACCAUD répond que la convention est valable depuis l'entrée en vigueur du plan partiel d'affectation, soit le 19 décembre 2014. Quant à l'emplacement de l'antenne de la PRM, elle est prévue à proximité immédiate de la Place de la Gare, voir donnant directement sur la place de la Gare.

Mme Christine DUBOCHET rappelle que l'habitat durable voulu par le PALM implique une variété en type d'habitats et une diversité d'affectations.

Elle vise également une interaction sociale et intergénérationnelle et une proximité pour les résidents.

La commission a reçu toutes les informations sur le projet qui doit comporter notamment une nouvelle école, une structure d'accueil parascolaire et une maison de quartier.

Elle considère que ce n'est pas aberrant si on veut un quartier vivant où les chemins pour aller à l'école sont sécurisés, à moins qu'on souhaite un quartier avec uniquement des boutiques de luxe et des fast-foods.

M. Philippe DERIAZ, en tant que membre de la commission, remercie la Municipalité de considérer une structure locale de coordination efficace composée d'une délégation municipale, de chefs de service et de consultants.

Les premières esquisses proposées par l'architecte ont su intéresser la commission et la convaincre même si le rapport ne reflète pas la qualité du travail effectué.

Les doutes ont été peu nombreux en regard de l'importance du projet, tant du point de vue urbanistique que financier. Il considère que le préavis est de grande qualité et que le déroulement prévu y est clairement expliqué.

Afin que le projet puisse se dérouler de manière efficiente, les études architecturales doivent être menées, ce qui permettra de soumettre les préavis nécessaires en temps opportun.

Il invite à soutenir les conclusions du rapport et à refuser l'amendement du Groupe PLR.

M. le Municipal Denis PITTET ajoute que le rapport de la Municipalité, qui contient 16 pages, donne tous les éléments sur cet avant-projet. Par rapport à cette première phase de décision, le Conseil communal pourra s'exprimer davantage sur la phase deux qui sera le projet définitif. Raison pour laquelle la Municipalité ne soutient pas l'amendement proposé.

M. Stéphane DEWARRAT soutient les propos de M. Deriaz et confirme que les commissaires ont eu une excellente présentation lors de la séance de commission. Il souhaite que le diaporama présenté puisse être joint au rapport à posteriori.

Il revient sur la réponse de M. Paccaud et demande dans quel secteur exactement sera placée l'antenne de la PRM, les deux secteurs ayant des dates de réalisation très différentes.

M. Baptiste MÜLLER remercie M. Deriaz pour son intervention et M. Pittet pour ses réponses. Le groupe PLR considère tout comme M. Deriaz que ce projet doit aller de l'avant et il soutient l'étude de l'avant-projet.

L'amendement ne va pas à l'encontre de la Municipalité et il se réjouit de voir que le Conseil sera amené à se prononcer sur les futures affectations. Les informations reçues des commissaires n'allaient pas dans ce sens, c'est pourquoi il a déposé l'amendement. Il ne le retirera toutefois pas, s'agissant d'une sécurité supplémentaire.

M. Eric ZUGER revient sur le volet financier, en page 13 du préavis. Les étapes prévues et réalisées y sont clairement expliquées.

La phase 1 est l'objet du préavis proposé par la Municipalité et la phase 2 sera le concours pour la réalisation qui fera l'objet d'un nouveau préavis, actuellement estimé à CHF 2,6 millions. Finalement, la phase 3 sera le crédit de construction, estimé à CHF 23,6 millions.

Le préavis de la phase 2 permettra de répondre aux questions posées.

M. Xavier DURUSSEL s'interroge sur la démarche du groupe PLR qui, constatant que l'amendement déposé est inutile, décide de la maintenir à tout prix.

Il considère qu'il n'est donc pas utile d'accepter son amendement sans explications complémentaires sur sa nécessité.

Mme Patricia CORREIA DA ROCHA informe que lors de la présentation par la Municipalité, la commission a demandé à plusieurs reprises si le Conseil serait consulté sur l'affectation des locaux, ce qui a été infirmé par la Municipalité.

L'amendement du Groupe PLR demande simplement que le Conseil soit consulté sur ce sujet.

M. le Syndic Vincent JAKUES rappelle qu'il s'agit d'un crédit d'étude et que le Conseil pourra se prononcer, non sur l'affectation des locaux, mais sur le projet définitif qui contiendra toutes les informations nécessaires.

Il n'est par contre pas imaginable d'ouvrir au Conseil dans son ensemble, la conception de l'avenir urbanistique de la ville. Cela ne serait pas souhaitable dans le cadre du partenariat avec les CFF.

Cela fait 3 ans que la composition des m² est connue de manière vague et le préavis discuté ce soir permettra d'expliciter et d'affiner tous ces éléments.

La Municipalité considère donc que cet amendement n'est pas nécessaire et invite à le rejeter.

M. Bertrand GILLIARD ne comprend pas ce qui incite à refuser l'amendement, car même si sa nécessité n'est pas prouvée, il ne porte pas à conséquence.

Il soutiendra l'amendement car le fait de se prononcer sur le projet complet amène des risques de blocage en cas de refus, ce qui n'est pas le but de l'opération.

L'amendement vise justement à ce que le Conseil puisse se prononcer sans mettre à mal l'ensemble du projet.

M. Stéphane DEWARRAT s'interroge également sur la pertinence de l'amendement et estime que le Groupe PLR pourra toujours revenir par voie de motion, le cas échéant.

Il considère qu'il ne sera pas possible de modifier complètement le projet sans conséquences pour l'étape suivante et qu'il aurait été plus simple de renvoyer à la Municipalité pour nouvelle étude.

M. Bastien MONNEY déclare que le Groupe SPI est également favorable à aller de l'avant dans ce projet.

Il s'interroge sur le fait que la présidente de la commission se positionne pour cet amendement alors que les conclusions ont été acceptées à l'unanimité.

La droite, qui habituellement se plaint que les projets n'avancent pas, veut rajouter un point supplémentaire à la procédure.

Il invite à se prononcer en faveur du projet et à voter les conclusions du préavis.

M. Jean-Hugues BUSSLINGER revient sur l'intervention de M. Monney et s'interroge sur le fait de vouloir sauter l'étape suivante pour gagner du temps.

Or, le but est que le crédit soit accordé et que le projet avance. L'amendement demande que le Conseil puisse se prononcer, après un préavis municipal, sur les éléments qui résulteront de la pré-étude. Il s'agit simplement de sécuriser une procédure.

Cette demande vient parce que les Municipaux, en séance préparatoire, n'ont pas été en mesure de dire si un vote interviendrait sur ces éléments.

Si tout se passe comme prévu, les éléments seront proposés et votés dans l'optique de l'avancement de ce projet. Dans le cas contraire, le Conseil aura exprimé sa volonté de faire son travail de manière responsable et, vis-à-vis de la population, pourra répondre sur des objets précis du préavis.

Il espère que M. Durussel aura compris les raisons de cet amendement qu'il invite à soutenir.

Au vote :

L'amendement de M. Müller est refusé par 41 avis contraires, 32 avis favorables et 8 abstentions.

Les conclusions du préavis sont acceptées avec une majorité évidente avec 10 abstentions.

Elles ont la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le préavis de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'octroyer à la Municipalité un crédit de CHF 495'000.00 TTC, participation non déduite, pour l'étude de l'avant-projet du projet de la Ville de Morges à Morges Gare-Sud en partenariat avec les CFF;
2. de dire que ce montant sera amorti, en règle générale, en 10 ans, à raison de CHF 49'500.00 par année, à porter en compte dès le budget 2016.

N° 13/4.15 Demande d'un crédit de CHF 277'000.00 TTC pour divers travaux de mise en conformité et d'entretien ainsi que du changement de deux cloisons mobiles des Foyers de Beausobre IV.

M. Xavier DURUSSEL, président de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport qui sont identiques celles du préavis municipal.

Au vote :

Les conclusions du préavis sont acceptées à l'unanimité.

Elles ont la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le préavis de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'octroyer à la Municipalité un crédit de CHF 277'000.00 TTC pour divers travaux de mise en conformité et d'entretien ainsi que du changement de deux cloisons mobiles dans les Foyers de Beausobre IV;
2. de dire que ce montant sera amorti, en règle générale, en 5 ans, à raison de CHF 55'400.00 par année, à porter en comptes dès le budget 2016.

N° 16/4.15 Modification du Fonds d'encouragement pour les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

M. Baptiste MÜLLER, président de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport qui sont différentes de celles du préavis municipal.

M. le Municipal Yves PACCAUD annonce que la Municipalité se rallie aux conclusions, mais propose l'amendement suivant :

Article 3, bénéficiaires : Toutes les personnes physiques ou morales peuvent bénéficier de subventions du fonds pour des projets sis sur le territoire communal aux buts énoncés à l'article 1, dans la limite du capital disponible du fonds.

M. Baptiste MULLER remercie la Municipalité pour son amendement. Ce sujet n'ayant pas été discuté en commission, il ne peut se prononcer au nom de celle-ci. Toutefois, l'amendement va dans le sens voulu par la commission et il le soutient à titre personnel

M. Christian HUGONNET intervient en ces termes : "*La commission a effectué un travail de qualité en améliorant et précisant un certain nombre de clauses et de formulations de ce règlement.*

Néanmoins, je reste dubitatif quant à la méthode proposée par la Municipalité qui consiste à modifier un règlement pour le faire correspondre à un projet qu'elle souhaite réaliser alors qu'elle aurait les moyens de réaliser ce dit-projet sans faire appel au Fonds.

En général, les règlements sont faits pour être respectés et non pas pour être modifié au gré du vent - sans pour autant tomber dans un dogmatisme trop rigide non plus.

Ceci mis à part, d'autres remarques s'imposent. La sous-utilisation du Fonds a été mentionnée précédemment et interpelle au vu des besoins de la transition énergétique. N'y aurait-il pas de projets dignes de soutien. Je le remets en doute et cette situation est totalement insatisfaisante.

Pourtant un autre point me chagrine. Le Fonds dit avoir un caractère incitatif et d'encouragement. Cette notion apparait 5 fois dans l'article 1 du règlement.

Inciter consiste à permettre la réalisation de projets qui sans un coup de pouce ne se feraient pas ou que difficilement. Comme présenté précédemment, cette incitation n'a pas été déployée dans toute la mesure qui aurait été possible mais il s'avère avec les modifications proposées par le préavis, que la Municipalité entend en faire un usage accru pour ses propres projets. Evidemment la tentation est grande de se servir de l'argent disponible inutilisé.

Donner la possibilité à la commune de faire appel au Fonds de manière accrue lui ferait perdre son caractère incitatif, car

- *la Municipalité dispose des budgets pour sa politique Fonds ou pas Fonds. Mettre de l'argent dans un projet qui se ferait de toute manière et qui n'a pas besoin de coup de pouce n'est plus de l'incitation mais de l'argent perdu si c'est l'incitation que l'on souhaite.*
- *comment comprendre que la commune puisse s'inciter elle-même avec son propre argent ? Cela ne me paraît pas cohérent.*

En permettant à la Municipalités d'utiliser elle-même cet argent de façon accrue nous transformons un outil incitatif visant à changer les comportements en une ligne de budget affectée mais sans aucun caractère d'incitation et nous tordons ainsi le bras à l'esprit initial du Fonds.

Mais encore une fois, il est en effet compréhensible que la tentation soit grande de se servir de cet argent inutilisé.

Finalement, je constate également que c'est la Municipalité et ses services qui vont décider de la qualité "exemplaire" de leurs propres projets ce qui va créer un conflit d'intérêt lorsqu'il y aura à choisir entre des projets communaux et des projets de tiers.

Ce Fonds a toute sa raison d'être et il est en cohérence avec la politique de la Ville de Morges pour encourager un développement durable.

A mon sens ce Fonds doit rester incitatif pour des projets de qualité qui ont besoin d'un coup de pouce et ne pas être simplement fondu dans le budget communal.

L'objectif est de financer des projets qui en ont besoin et non des projets qui se réaliseraient de toute manière.

Je propose donc d'exclure les projets communaux des bénéficiaires de ce fonds. Cette mesure garantirait son caractère incitatif et éviterait par la même occasion des conflits d'intérêt dans le choix des projets. Accepter cet amendement reviendrait à financer plus de projets privés, sachant que les projets communaux se feraient de toute façon"

Il dépose l'amendement suivant :

Article 1 du Règlement, dernier paragraphe de la manière suivante : "le fonds destiné à des objets ou des actions privés présentés par des personnes physiques ou morales, pour autant que ces objets et actions aient pour cadre le territoire communal" et suppression de la ligne trois de l'article 3 "Bénéficiaires".

M. le Municipal Yves PACCAUD comprend la motivation de cet amendement, mais il ne partage pas l'argumentation développée.

La Municipalité a saisi l'opportunité du Plan Lumière, qui doit améliorer la vie de l'ensemble des citoyens. Il n'est toutefois pas nécessaire de différencier le public du privé car tout le monde va en bénéficier.

Elle a voulu partager cette volonté de modifier le règlement avec les membres du Conseil communal et de nouvelles technologies viendront améliorer les choses.

Il remercie la commission pour ses propositions constructives et il invite à voter les conclusions amendées.

M. le Municipal Jean-Jacques AUBERT précise qu'un projet peut être communal et d'intérêt public et que l'esprit du Fonds doit être clairement respecté, comme lorsqu'il a servi à la construction d'une pompe à gaz au lieu d'une pompe à essence à la rue de Lausanne. Cela a permis à de nombreux morgiens d'acquérir un véhicule à gaz, moins polluant.

Dans le cadre du Plan Lumière, l'intérêt public est également largement sauvegardé puisque cela permettra de faire des économies d'énergie et de promouvoir un éclairage de meilleure qualité.

M. Christian HUGONNET estime qu'il y a confusion des genres entre les moyens de financement par l'impôt et les taxes incitatives qui ont pour but de permettre des choses qui ne pourraient se réaliser sans elles.

Le financement du Plan Lumière par ce biais contourne le but incitatif voulu par la taxe.

M. le Municipal Eric ZUGER rappelle que les subventions dans le domaine de l'énergie sont là pour limiter notre dépendance aux énergies non renouvelables que sont le mazout, le gaz ou le nucléaire.

La Commune de Morges n'est pas seule à donner des subventions. Par exemple la Confédération, a changé sa réglementation concernant les panneaux photovoltaïques et donne jusqu'à 30% de subvention.

Le Canton est plutôt orienté vers les bâtiments, notamment pour les vitrages, l'isolation et l'assainissement de celle-ci ou le remplacement des chauffages électriques.

La Commune offre également quelques moyens de subventions. Il lui semble que faire une distinction entre collectivité publique et privé est disproportionné et il invite à refuser cet amendement.

M. Mathieu BORNOZ reconnaît que bien que tout le monde soit d'accord sur le Fonds, les questions de M. Hugonnet sont pertinentes et méritent réflexion, même si une dichotomie ne serait, à son sens, pas souhaitable.

Il propose l'ajournement de la discussion conformément à l'article 73 du Règlement.

La proposition d'ajournement étant soutenue par plus d'un tiers des Conseillers présents, celle-ci est acceptée.

Le Président rappelle que malgré l'ajournement, la discussion peut toutefois continuer.

La parole n'est plus demandée.

N° 19/4.15 Réévaluation des postes du secrétariat du Conseil communal.

Mme Aline DUPONTET, présidente de la commission chargée de l'étude de cet objet, lit les conclusions de son rapport.

Le secrétaire informe que la secrétaire-suppléante et lui-même vont se retirer durant les débats, vu que les discussions concernent leur contrat de travail.

M. Stéphane DEWARRAT souhaite déposer l'amendement suivant :

Amendement au contrat de travail, ajout d'un 2^{ème} paragraphe à l'article 11 : Il est vivement recommandé au collaborateur de souscrire personnellement à un fond de prévoyance professionnelle. Pour ne pas péjorer le salaire, il est ainsi majoré en fonction de l'âge du collaborateur, à savoir de 7% entre 25 et 34 ans, de 10% entre 35 et 44 ans, de 15% entre 45 et 54 ans et de 18% entre 55 et 65 ans.

Ceci afin de compléter l'excellent travail de la commission qui résout de nombreuses lacunes du statut actuel du secrétariat du Conseil communal. Pour un emploi qui talonne le 25% de taux de travail et en dessous du minimum légal de l'obligation de cotiser au 2^{ème} pilier. Or, une personne qui cumule plusieurs taux partiels est en droit, de sa responsabilité, de prévoir sa retraite

professionnelle en cotisant à un deuxième pilier. Il propose donc que le salaire soit d'une certaine manière indexé en fonction de sa classe d'âge comme le prévoit la Loi pour des emplois dont le salaire atteint le salaire minimum requis.

Au vote :

L'amendement de M. Dewarrat est refusé par 69 avis contraires, 4 avis favorables et 8 abstentions.

Les conclusions du rapport sont acceptées à une majorité évidente et 2 abstentions.

Elles ont la teneur suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le préavis de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de modifier le statut des postes du secrétariat du Conseil communal selon les dispositions figurant dans le présent rapport;
2. de valider le projet de contrat de travail applicable aux collaborateurs du secrétariat figurant en annexe au présent rapport;
3. d'appliquer les conditions du contrat dès le mois suivant le vote du Conseil communal.

11. Réponses de la Municipalité aux questions en suspens

M. le Syndic Vincent JAKUES annonce deux réponses orales.

M. le Municipal Denis PITTET répond à Mme Lucie Rochat que la problématique de l'information aux voyageurs, dans les véhicules MBC, est connue. A ce jour, les bus ne sont pas affectés à une ligne spécifique, hormis quelques exceptions. Cette flexibilité permet une rotation des véhicules dans tout le réseau urbain.

Dès lors, le plan des lignes desservies ne peut dès lors pas être affiché à l'intérieur du véhicule.

De plus, les véhicules actuels ne sont pas équipés de micro pour une annonce par le chauffeur. Pour l'avenir, les MBC ont démarré une étude afin de définir la manière dont l'information aux voyageurs sera transmise dans les véhicules et aux arrêts principaux. Suite à cette étude, ils seront en mesure de choisir un système idoine, qui a pour nom SAEIV (Système d'Aide Et d'Informations aux Voyageurs). Ce système permettra d'afficher les 2 ou 3 arrêts suivants, le temps

de parcours et l'éventuel retard. Au nœud de réseau, par exemple à l'arrêt de la Gare de Morges, les correspondances pourront être également transmises, premièrement par les trains et bus MBC, puis avec les CFF. Cette information sera transmise en temps réel, cela signifie que les clients connaîtront les éventuels retards des véhicules et les éventuelles conséquences sur leur correspondance.

Les études étant terminées, le projet démarrera en avril 2015 et le déploiement dans les véhicules se fera en janvier-février 2017. Le déploiement dans les arrêts se fera courant 2017.

M. le Municipal Daniel BUACHE répond à Mme Esther Burnand en ses termes : *"La Place de la gare est en lieu de passages, de rencontres et contacts sociaux. Raison pour laquelle certains habitués se retrouvent régulièrement à proximité pour y passer un moment avec des connaissances."*

L'enquête menée qui a servi à la rédaction du rapport présenté au Conseil communal le 4 mars dernier visait entre autre à objectiver le sentiment d'insécurité et de tranquillité des personnes interrogées. Ledit rapport mentionne qu'il n'y a pas de réelle insécurité à la gare et que les problèmes soulevés sont de nature subjective. Il y a lieu de constater qu'il s'agit de sensibiliser au quotidien les comportements individuels qui relèvent du respect de chacun. Cet aspect de sensibilisation se fait en coordination avec la Police Région Morges, Entrée de Secours et avec les travailleurs sociaux de proximité.

Concernant les interventions de la Police Région Morges, cette dernière a mis sur pied depuis plus d'une année, un groupe "Voie public" au sein de la brigade de proximité dont les horaires sont adaptés aux présences, en journée et en soirée. Ceci principalement dans les lieux sensibles tels que la Place de la gare. De plus, des patrouilles de police secours sont régulièrement ordonnées sur les lieux pour maintenir le respect de l'ordre public.

Dans le cadre des futurs locaux de la Police Région Morges, la Municipalité a demandé expressément qu'une antenne de poste de police soit aménagée en lien direct avec la place de la gare. Ce choix s'inscrit dans la volonté d'offrir une bonne visibilité à la police dans ce lieu névralgique, de faire baisser le sentiment d'insécurité, d'y accroître la présence policière et d'améliorer la qualité des services aux citoyens. Ce lieu sera composé d'un accueil, d'une salle d'attente, d'un guichet de réception, de deux salles d'audition et deux boxes de garde-à-vue. Le comité de direction de la Police Région Morges s'est engagé formellement garantir l'occupation à terme de cette antenne".

12. Questions, vœux et divers

M. Jacques DUBOCHET nous informe qu'il s'est rendu, ainsi que quelques autres Conseillers communaux, au Centre culturel des musulmans de Morges suite à leur invitation. Peu de Conseillers étaient présents, au contraire des personnes fréquentant le Centre. L'accueil y était très chaleureux, convivial et les discussions vives et intéressantes.

Il invite chacune et chacun d'entre nous à être bienveillant envers les personnes de confessions musulmanes que ça soit dans notre commune ou ailleurs.

Mme Anne-Catherine AUBERT souhaite avoir des renseignements quant au pont en bois qui se trouve au parc de l'Indépendance. Il a été relevé lors d'une commission que le pont était en très mauvais état et qu'il était urgent d'entreprendre sa destruction par le biais de la protection civile, normalement en automne. Le printemps arrive ainsi que la fête de la Tulipe avec une forte fréquentation du parc et de ce pont en bois.

M. le Municipal Jean-Jacques AUBERT répond que dans ce préavis, il y avait trois autres objets concernés : le kiosque à musique, la fontaine du petit hercule et l'allée qui se trouve le long de l'Arsenal. Ces trois objets ont été terminés. Le pont en bois qui faisait également partie de ce préavis n'a pas été détruit car c'est la Protection civile qui doit s'en charger et qui n'ont malheureusement pas pu être disponible afin d'entreprendre les travaux avant la fête de la Tulipe. Toutefois, les travaux vont être faits entre fin mai et début juin.

Mme Dominique-Anne KIRCHHOFER informe qu'elle a eu reçu en fin de semaine dernière à son domicile, un courrier de la Municipalité daté du 23 mars 2015, signé par M. le Syndic dont la teneur est la suivante :

"Concerne : Centre de Vie Infantile et archives communales de Sylvana

Madame la Conseillère communale,

Par la présente, la Municipalité vous adresse une copie du courrier daté du 11 mars 2015 de MM. Didier Charrot et François-Xavier Desarzens et sa réponse du 23 mars 2015 concernant l'objet cité en titre.

La Municipalité vous rend attentive au sentiment d'injustice ressenti par les architectes ayant réalisé le CVE de Sylvana".

Suivent les salutations d'usages.

Pour la bonne compréhension de son intervention, Mme Kirchhofer lit les deux courriers auxquelles la Municipalité se réfère, soit la lettre de MM. Charrot et Desarzens du 11 mars 2015 et sa réponse du 23 mars 2015 :

*"Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,
Nous nous permettons de revenir sur le dossier de la garderie Sylvana et les problèmes causés par les dépassements de crédit de la garderie de la Gracieuse.*

La communication de la Municipalité ou du moins ce qui est perçu par le Conseil communal ou la presse nous crée de plus en plus de problèmes. En effet, nous constatons systématiquement un amalgame entre ces deux réalisations. Suite au dernier article paru dans le journal 24 Heures du 7-8 mars page 16, on cite toujours les deux garderies.

Nous avons de plus en plus des remarques désagréables de citoyens voire de membres du Conseil communal qui sont persuadés que nous avons aussi mal fait notre travail.

Pour notre part, nous avons toujours respecté notre mandat et le travail a toujours été réalisé en parfait accord avec la commission de construction. A plusieurs reprises, la Syndique et la Municipalité de l'époque nous ont félicités pour notre gestion et la qualité de cette réalisation. Encore aujourd'hui le personnel et des parents nous expriment leur reconnaissance pour ces espaces de qualité. Il est dommage que des ambitions politiques viennent gâcher notre travail, plusieurs années après.

Pour informations, nous vous rappelons qu'un rapport final après travaux a été établi par nos soins en date du 8 juin 2011. La lecture de ce document permet de comprendre tout le déroulement de ce chantier. Nous comprenons que la Municipalité est aussi prise à partie par Mme Kirchhofer. Nous souhaiterions que vous communiquiez clairement auprès du Conseil communal et de la presse pour préciser que les dépassements concernent la mauvaise gestion du chantier de la Gracieuse par les architectes De Benoit et Wagner. Nous souhaiterions également pourvoir participer à cette clarification.

En espérant que vous serez sensibles aux préjudices que nous subissons, nous vous remercions par avant de faire le nécessaire pour éclaircir ces points".

Suivent les salutations d'usages.

Réponse de la Municipalité du 23 mars 2015 :

"Messieurs,

Nous avons bien reçu votre courrier du 11 mars 2015 concernant l'objet cité en titre et qui a retenu toute notre attention.

Dans la réponse au Conseil communal du 4 mars 2015 à Madame Catherine Hodel, conseillère communale, la Municipalité prend soin d'expliquer les faits dans leur plus juste vérité notamment dans le titre et le 4^e paragraphe (copie en annexe).

La demande de crédit orientée communément sur deux projets rend, de fait, difficile la bonne lecture de ces projets différents et peut dès lors porter à confusion. Force est de constater que tel est bien le cas de certaines personnes mais également de la presse négligeant la complexité de ces objets.

La Municipalité n'estime néanmoins pas avoir failli d'une quelconque manière dans son devoir d'informer. Elle ne saurait dès lors être en aucun cas tenue responsable des quelconques amalgames ainsi que des insinuations et autres accusations portées contre vous en tant qu'architectes concepteurs du projet du CVE de Sylvana.

Ceci vaut aussi bien pour les articles des journaux que pour les propos et remarques tenus par des citoyens ou des membres du Conseil communal dont la responsabilité n'engage que leurs auteurs.

Pour mémoire, la Municipalité a accepté sans réserve votre "Rapport final après travaux" partageant par-là votre point de vue et vos conclusions".

Suivent les salutations d'usages.

Mme Kirchhofer intervient en ses termes suite à la lecture de ces différents courriers : *"Je comprends que MM. Charrot et Desarzens puissent être marris d'être associés à la mauvaise gestion du chantier du Centre de vie Infantine de la Gracieuse, auquel ils n'ont jamais participé. Je comprends parfaitement ce sentiment d'injustice qu'ils ressentent lorsqu'on est accusé d'avoir fait quelque chose qu'on a justement pas fait. Lors de mon intervention du 4 mars dernier, je n'ai mentionné le Centre de Vie Infantine de Sylvana que dans mon introduction et en ces termes : "Dans son rapport présenté le 4 septembre 2013, la commission dont je faisais partie, chargée de rapporter sur la demande de crédit complémentaire de CHF 1'710'000.- pour couvrir le coût final des travaux de construction des Centres de Vie Infantine de Sylvana et de la Gracieuse indiquait en page 7 que le préavis municipal avait estimé les travaux ([du CVE la Gracieuse]) à CHF 3'631'000.- avec la même incertitude de plus ou moins 25% que pour Sylvana." Vous pouvez tous lire ou relire mon intervention qui figure au procès-verbal annexé à notre ordre du jour et constater que les architectes du Centre de Vie Infantine de Sylvana n'ont jamais été remis en cause, ni leur travail d'ailleurs. Mon intervention du 4 mars dernier portait exclusivement sur les problèmes rencontrés au Centre de Vie Infantine de la Gracieuse. Mon intervention a été transmise dans son intégralité au Greffe municipal à sa demande le lendemain de notre Conseil. Lorsque la Municipalité a répondu à MM. Charrot et Desarzens, elle en disposait donc et savait parfaitement ce que j'avais dit et ce que je n'avais pas dit. Dès lors, je suis consternée de constater avec quelle maladresse, pour employer un mot diplomatiquement convenable, la Municipalité leur a écrit en laissant entendre que j'étais l'auteur d'amalgames, d'insinuations et d'accusations à leur encontre alors qu'il n'en est rien. L'insinuation de la Municipalité à mon encontre n'est pas acceptable et pourrait s'apparenter à de la diffamation. C'est grave ! Compte tenu de la réponse municipale, j'adresserai ces jours un courrier à MM. Charrot et Desarzens auquel je joindrai mon intervention du 23 mars dernier afin qu'ils puissent prendre pleinement connaissance de mes propos.*

Outre cette maladresse municipale, je m'interroge sur à la méthode de la Municipalité. Est-ce normal qu'elle s'adresse, par écrit, à une conseillère communale pour la rendre attentive à un sentiment d'injustice ressenti par un tiers ?

M. le Syndic, puisque vous avez signé cette lettre, permettez-moi de vous dire que si nous en arrivons là, nous sommes en pleine dérive et en tout cas à mille lieux d'une collaboration saine et constructive entre l'exécutif et le législatif. Votre missive peut en effet aisément être interprétée comme une tentative de prise d'influence. La Municipalité n'a pas d'ordre, ni de conseil à donner à un Conseiller communal quel qu'il soit. Elle n'a pas à lui écrire pour le rendre attentif à telle ou telle chose ou pour n'importe quel autre motif d'ailleurs des suites d'une de ses interventions au Conseil, elle n'a pas à faire pression sur lui, ni à tenter de l'intimider à plus fortes raisons lorsque le Conseil en question ne fait que son job de conseiller. Votre missive, M. le Syndic, est d'autant plus déplacée qu'elle est infondée. Comme déjà dit, si vous aviez pris la peine de relire mon intervention, vous auriez immédiatement constaté que je n'ai jamais mis en cause les architectes du Centre de Vie Infantine de Sylvana. C'est ce message que vous auriez dû leur transmettre plutôt que de m'adresser des reproches totalement injustifiés. J'ose espérer que cette deuxième maladresse de votre part ne se

reproduira pas à l'avenir et que nous pourrons tous continuer d'exercer au sein de ce Conseil, nos fonctions de Conseillers communaux en toute indépendance et dans un esprit de respect mutuel"

M. le Syndic Vincent JAKUES répond en ses termes à Mme Kirchhofer : *"En préambule, permettez-moi de préciser que je signe les courriers de la Municipalité au nom de la Municipalité et non pas à titre personnel. C'est une distinction qu'il y a lieu de faire.*

Lorsque le courrier de MM. Charrot et Desarzens du bureau d'architectes Compact Sàrl a été transmis à la Municipalité, il a été longuement réfléchi sur la manière dont la Municipalité allait appréhender la situation. Le courrier de MM. Charrot et Desarzens, qui comportaient des éléments qui paraissaient de nature à interpréter de manière erronée à la fois les propos de Mme Kirchhofer, les intentions de la Municipalité dans sa communication mais également les éléments qui sont parus dans la presse, nous ont parus de toute manière importants d'y être répondus. La Municipalité a été factuelle, il ne s'agit pas de maladresse de notre part. Nous avons apporté au bureau Compact Sàrl la réponse orale que la Municipalité avait produite et dans le courrier que nous avons adressé au bureau, nous avons effectivement souhaité faire la part des choses. C'est-à-dire, d'une part, ce que la Municipalité avait communiqué au Conseil communal, et c'est ce qui engage la Municipalité devant vous et devant le bureau Compact Sàrl, c'est ce que la Municipalité a dit. Ensuite, il y a eu des propos qui ont été tenus dont nous ne sommes ni les auteurs, ni les responsables. Des propos qui ont été retranscrits dont nous ne sommes ni les auteurs, ni les responsables également. C'est au fond ce que nous avons dit dans le courrier, sans insinuations, sans accusations d'une nature ou d'une autre. Ce sont des interprétations de votre part et je ne peux pas admettre que vous puissiez penser à la place de la Municipalité que nous avons voulu vous accuser ou d'autres Conseillers communaux. Ces propos ne nous appartiennent pas.

Par contre, ce que la Municipalité n'a pas souhaité c'est donner une visibilité exagérée à ces échanges de courriers. Ces courriers avaient été adressés de manière strictement privée au bureau d'architectes, avec une copie à vous-même. Lorsque la Municipalité a décidé de vous transmettre ces courriers, elle l'a fait par bienséance en vous priant effectivement d'être attentive au contenu dudit courrier et non pas en insinuant quoi que ce soit. Nous vous accusons pas, nous vous avons jamais accusé de quoi que ce soit et nous n'avons pas la prétention de le faire.

Cependant, il nous paraissait correct de vous transmettre les courriers échangés, puisque vous avez été d'une manière ou d'une autre impliquée dans le débat public. Il nous semblait correct de vous tenir informée pour que vous puissiez en prendre connaissance. La Municipalité n'avait pas pour intention de susciter une réaction de votre part.

La Municipalité s'en tient strictement à la réponse orale qu'elle a produite, tout le reste n'étant effectivement pas de son ressort. Quant à la possibilité de transmettre au bureau d'architectes les propos que vous avez tenu, La Municipalité considère que ce n'est pas de son ressort de transmettre un

document dont elle n'est pas l'auteur. Je pense qu'il y a une forte exagération dans l'interprétation que vous faites de notre intention. Je rappelle pour information que la Municipalité envoie régulièrement des courriers aux Conseillers communaux de toute nature que ce soit et il faut donc pas se sentir offusquer par ce fait.

Mme Dominique-Anne KIRCHHOFER entend bien les réponses de M. le Syndic. Cependant, elle a de la peine à croire à de simples faits factuels et la manière dont M. le Syndic récuse une certaine maladresse. Elle l'invite à relire le courrier qu'elle a adressé à MM. Charrot et Desarzens, en particulier les paragraphes 3 et 4, qui laissent entendre que Mme Kirchhofer a fait un amalgame, des insinuations et des accusations alors qu'il n'en est rien.

Elle regrette que M. le Syndic perçoive la situation comme telle et est persuadée que très peu de Conseillers et Conseillères ont reçu un courrier à leur adresse privée en leur demandant de bien vouloir "être attentive à un sentiment d'injustice". "Ce sentiment d'injustice" étant complètement déplacé dans ce courrier car elle n'a jamais remis en cause les architectes du Centre de Vie Enfantine de Sylvana.

M. Antoine ANDRE nous informe que dans le cadre de la Commission de gestion, il y aura en date du 25 avril prochain, la visite de l'adduction du Morand. Comme chaque année, cet événement est ouvert à toutes et tous. La journée commencera à 9h depuis Riond-Bosson 14 et se terminera à 14h avec un apéritif dînatoire à 13h.

Mme Esther BURNAND aimerait revenir sur le problème des associations intercommunales (PRM, ASIME, PCi, etc.). En effet, M. le Syndic avait informé que le conseil communal donnait son accord pourtant un sentiment de frustration dominait quand le Conseil devait accepter des conventions auquel il fallait faire attention de ne rien modifier sinon tout était bouclé.

M. le Municipal Eric ZUGER répond que le sentiment de Mme Burnand est tout à fait compréhensible et c'est pour cette raison que la Loi sur les communes a maintenant changé sur ce point.

La procédure est totalement différente de précédemment et est la suivante : Dans un premier temps, l'association envoie son projet à la Municipalité. La Municipalité transmet ce projet au Bureau du Conseil communal afin de désigner une commission et cette commission renvoie un rapport à la Municipalité, qui sera transmis ultérieurement à l'Association. L'Association gère les différentes réponses reçues des différentes communes, modifie ou pas ce projet puis soumet ce projet de nouveau à l'ensemble des communes. Dans ce cas-là, le projet ne peut être qu'accepté ou refusé. On peut donc apercevoir que la procédure a changée et qu'il y a une consultation qui est faite.

M. Bertrand GILLIARD s'exprime suite à la précédente intervention de M. Dewarrat concernant les ordres du jour des différents Conseils communaux. Il demande à ce que la publication de l'ordre du jour des prochains Conseils soit

faite correctement afin d'éviter des différences entre les pièces papiers et informatique publiées sur le site internet de la Ville de Morges.

Dans un autre sujet, au Nord de la patinoire, se trouve un passage protégé qui a été repeint dernièrement en jaune sur fond rouge. Ce qui est une excellente nouvelle. Cependant, il est regrettable de relever que cela ne résout pas le problème des personnes utilisant des trottinettes, ou même des piétons, qui empruntent le chemin jouxtant la patinoire et profitent des quelques mètres de plat juste avant ce passage protégé pour accélérer. Il se demande si une barrière posée juste en face de la sortie dudit chemin ne serait pas préférable, de telle sorte que les personnes utilisant ce chemin soit obligées de ralentir pour emprunter le passage protégé.

M. le Municipal Jean-Jacques AUBERT répond qu'il s'est rendu sur place ce jour. Après constatation, une barrière sera effectivement apposée à cet endroit prochainement pour une meilleure sécurité.

La parole n'est plus demandée et le Président lève la séance à 23h07

Le président

La secrétaire suppléante

Yvan Christinet

Jehane Guillin-Michel